

065-2025-V

COMMUNE DE PLOUGASNOU



dossier n° PC 029 188 25 00017

date de dépôt : 24 mars 2025

**demandeur : Madame LE CORRE
Charline**

**pour : Installation précaire d'un
mobilhome de 21 m2 dans le jardin**

**adresse terrain : 3 rue du Méjou - 29630
PLOUGASNOU**

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire précaire
au nom de la COMMUNE DE PLOUGASNOU**

Le maire de PLOUGASNOU,

Vu la demande de permis de construire présentée le 24 mars 2025 par Madame LE CORRE Charline demeurant 3 rue du Méjou - 29630 PLOUGASNOU ;

Vu l'objet de la demande :

- pour l'installation d'un mobilhome de 21 m² dans le jardin ;
- sur un terrain situé 3 rue du Méjou - 29630 PLOUGASNOU ;
- pour une surface de plancher créée de 21 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), approuvé le 10 février 2020, modifié le 30 janvier 2023, révisé le 12 février 2024, et notamment les dispositions afférentes à la zone UHc;

Vu l'avis de dépôt affiché en mairie le 25 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable du Service Public de l'Eau - An Dour - Morlaix Communauté en date du 31 mars 2025 ;

Vu l'accord avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 11 avril 2025 ;

Vu les pièces complémentaires en date du 28 mars 2025 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire précaire est ACCORDE pour une durée de 3 ans sous réserve de respecter les prescriptions mentionnés aux articles 2 et suivants.

Article 2

Le mobilhome devra être retiré à l'issue du délai de 3 ans.

Article 3

Conformément à l'avis dont copie ci-annexée, le bénéficiaire de la présente autorisation devra respecter les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France :

"Cet accord est provisoire (3 ans) compte tenu de la situation spécifique évoquée et du soutien communal à la demandeuse."

Le **22 AVR. 2025**
 Le maire,

M. LE RUZ Hervé
Par délégation
L'Adjoint au Maire
URBANISME - TRAVAUX

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407*02 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.